

## La Démocratie en marche au Burkina Faso: Analyse et Décryptage des Evènements d'Octobre 2014

*Interview réalisée par Barthélémy Bazemo, analyste politique*

Le pays des Hommes Intègres est depuis un certain temps sous le feu des projecteurs pour une raison non des moindres. Et pour cause, le 31 Octobre 2014, la rue force le Président Blaise Compaoré à rendre le tablier, consternation et levée de boucliers de la communauté internationale. Le Burkina Faso, l'un des pays les pauvres de la planète venait de réaliser une victoire prodigieuse dans sa lutte pour une démocratie véritable. Etant donné la portée historique de cette victoire et ses effets boule de neige à l'échelle continentale, ***Africa Faith and Justice Network*** en collaboration avec ***Advocacy Network for Africa***, toujours fidèles à leurs idéaux de plaider pour l'Afrique auprès du Congrès américain, le Département d'Etat et d'autres organisations sur la scène politique américaine, sont allés à la rencontre de **Mr Simon Compaoré**, un des hommes chevronnés de la scène politique burkinabè. Ancien maire de Ouagadougou et ancien membre du bureau politique du Congrès pour la Démocratie et le Progrès (l'ancien parti au pouvoir), notre interlocuteur en avait lourd sur le cœur par rapport aux dérives du passé.

Le 4 Janvier 2014, il démissionne avec plus de soixante-quinze cadres du CDP pour protester contre la révision de l'Article 37 de la Constitution qui limite à deux les mandats présidentiels. Il est maintenant le 2<sup>ème</sup> vice-président du nouveau parti chargé des relations extérieures, le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP), porté sur les fonts baptismaux le 25 janvier 2014. Il nous livre ici sa lecture des faits et le savant stratagème qui a eu raison du légendaire et invincible président Blaise Compaoré.

***Bonjour Mr le Maire. Notre volonté de rentrer en contact avec vous se situe dans le cadre des récents événements survenus dans le courant du mois d'octobre 2014, en l'occurrence les manifestations populaires qui ont eu raison du régime du Président Blaise Compaoré ; pouvez-vous nous brosser en quelques mots le contexte, les raisons, les tenants et aboutissants de la nouvelle donne politique?***

***Simon Compaoré:*** Avant tout propos, j'aimerais remercier les citoyens et les autorités des Etats-Unis pour leur soutien pendant les moments difficiles de notre pays. Nous disons également merci à la coalition d'ADNA pour l'intérêt que vous portez à l'Afrique et plus particulièrement à la situation du Burkina Faso (BF). L'insurrection populaire des journées du 30 et 31 Octobre 2014 est historique et finit de convaincre tous ceux qui pensaient que l'histoire est immobile. L'histoire bouge et la situation du BF en est une illustration. « Partout où il y a oppression et

répression, il y a résistance et lutte. » Depuis le 15 Octobre 1987, le président Blaise Compaoré a géré le pouvoir jusqu'au 31 Octobre 2014, en tout 27 ans et 15 jours.

Le peuple a fini par comprendre que le pouvoir ne servait pas ses intérêts mais ceux d'un clan. Tout était fait pour encenser Blaise Compaoré ; et nous étions avec lui. Mais à un moment donné, nous avons constaté que nous faisons fausse route. C'est pour cela que nous étions de ceux-là qui ont quitté son parti le 4 Janvier 2014 pour dire non à la caporalisation du pouvoir, non au pouvoir à vie. Nous avons fait le constat du manque de démocratie, du déficit de liberté d'expression, la marginalisation des jeunes qui constituent plus de 70 % de la population. Hors tout pouvoir en Afrique qui ne prend pas en compte les intérêts des jeunes court un grave risque. Et c'est le cas du BF.

*Le succès de la révolution populaire, selon la lecture de beaucoup d'experts est dû en grande partie à la capacité impressionnante de mobilisation des partis de l'opposition. Dites-nous un peu votre secret ou en d'autres termes : quelle est la recette de votre réussite?*

**Simon Compaoré:** (Rires)... Un adage bien connu des Anglais dit que « where there is a will, there is a way », quand il y a la volonté, on peut soulever des montagnes. En face des abus, le peuple a résisté, sa volonté de lutte s'est formalisée, et aussi les partis politiques autour des organisations de la société civile ; ensemble la jonction s'est établie, et finalement le miracle s'est produit. Sur tous les fronts, la jeunesse et les femmes ont joué un rôle prépondérant ; ce sont eux qui ont été aux avant-postes, dressé les barricades dans la ville de Ouagadougou et pris d'assaut l'Assemblée Nationale au matin du 30 Octobre 2014.

Dans le même registre, tous les jeunes qui ont moins de 27 ans, n'ont connu qu'un seul président, Blaise Compaoré; ils en avaient marre et tout le monde en avait marre. Tout cela a déclenché une certaine volonté au niveau de la jeunesse pour le changement. Ce même changement était réclamé au niveau des partis politiques, des religieux et des coutumiers. Tout cela est à la base de la conjugaison des circonstances, de l'effervescence des manifestants qui ont osé faire face aux fusils, aux chars, aux armes et à tout l'arsenal de répression.

*A la suite de la démission du président Blaise Compaoré le 31 Octobre 2014, un gouvernement de transition a été mis en place avec la lourde charge de réconcilier la nation et d'organiser des élections démocratiques, crédibles et consensuelles. Quelle analyse faites-vous de sa gestion des affaires politiques ?*

**Simon Compaoré:** D'abord il faut noter qu'en très peu de temps le peuple burkinabè a pu rédiger une charte et mettre en place des institutions de transition. Il s'agit du choix de Michel Kafando comme président du Faso et président de la transition, de la nomination de Isaac Yacouba Zida comme premier ministre, de la CNT ou Conseil National de la Transition qui est l'organe législatif. Tout cela s'est réalisé dans de brefs délais et a pu épargner au BF des situations préjudiciables comme observées partout ailleurs sur le continent. Nous sommes

reconnaissants à Dieu d'avoir protégé notre pays du spectre du chaos. La mission de la transition est établie sur douze mois.

En premier lieu, elle doit redonner confiance aux populations pour qu'elles aient en retour confiance aux institutions de la République, en sa justice. Elle doit également organiser des élections crédibles, justes et transparentes dont la légitimité provient du peuple. Enfin, elle doit rétablir la justice, lutter contre l'impunité (réouverture des dossiers de crimes économiques, crimes de sang) qui a été pendant longtemps un motif d'insatisfaction des populations vis-à-vis du régime passé. Le président a rencontré aujourd'hui (06 Janvier

2015) les partis politiques et les organisations de la société civile pour accorder les violons et définir le chronogramme du processus électoral.

Quant à la gestion proprement dite des affaires politiques par la nouvelle équipe, je suis de ceux-là qui prônent un peu plus d'indulgence vis-à-vis du nouveau cabinet en place parce que le premier ministre et la majorité des élus (surtout dans la CNT) n'ont jamais fait partie d'un gouvernement. Il y aura certainement des erreurs mais nous avons confiance que tout ira pour le mieux. L'échéance électorale prévue pour le mois d'octobre 2015 va sans nul doute aboutir au choix d'un président démocratiquement élu et d'une assemblée de députés élus au suffrage universel direct pour légiférer. Tout cela va poser les bases du retour à une vie constitutionnelle normale, créer les conditions pour la reprise de notre activité économique, la création de richesses et une répartition équitable au plan national.

***La longévité des chefs d'état africains et plus particulièrement le problème de la gouvernance démocratique, les révisions des clauses constitutionnelles sont ces derniers temps au cœur des débats partout en Afrique. Pensez-vous que l'exemple burkinabé désormais connu sous le nom de « Printemps Noir » aura des effets boule de neige sur le continent ?***

***Simon Compaoré:*** Il faut rester modeste. Mais après tout, ce qui s'est passé au BF démontre à souhait que plus rien ne sera comme avant. C'est une démonstration de la capacité des peuples à s'insurger contre la dictature. Cela va à l'encontre de l'opinion internationale ou d'une certaine perception courante qui pense que les peuples africains sont des peuples-moutons qui, malgré l'oppression, la répression acceptent d'être dirigés par des présidents autocrates qui font 10, 20, 30 ans au pouvoir et même plus. L'exemple du BF envoie un message fort aux autres chefs d'Etat qui résistent toujours que rien ne sera plus comme avant.

Comme dit l'adage : « les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets ». Et nous tirons les mêmes leçons des dictatures sur le continent. C'est pour cela que je suis de ceux-là qui condamnent le pouvoir à vie. Il incombe alors à tous les démocrates, révolutionnaires et progressistes de lutter pour une limitation des mandats présidentiels. Le temps est un mauvais conseiller et nul ne résiste à l'usure du pouvoir. Et les conséquences sont en général désastreuses pour les peuples. L'alternance démocratique est le seul gage et la meilleure source de stabilité dans nos pays.

Le changement au BF va certainement impacter les situations en attente et le débat politique dans nombre de pays africains parce qu'il y a des présidents qui attendaient de voir le

dénouement de la crise politique au Faso avant de s'afficher. Heureusement le changement s'est opéré dans les meilleures conditions et donne à réfléchir. Le peuple burkinabè a forcé le président Compaoré et sa suite à fuir. Et partout en Afrique, tous ceux qui vont fermer leurs oreilles aux aspirations de leurs peuples partiront de la même manière. Les peuples font l'histoire et quel que soit le degré de répression, ils finissent par être vainqueurs.

*La jeunesse burkinabè est sans doute la vedette des événements passés, ce qui donne des lueurs d'espoir à d'autres démocraties à l'échelle continentale. Si d'aventure, la jeunesse au Faso qui constitue plus de 50% de la population, décidait de vous confier les rênes du pouvoir en Octobre 2015, quel programme de société comptez-vous mettre en place pour résorber le chômage, et surtout corriger les erreurs du passé?*

**Simon Compaoré:** Merci pour cette question extrêmement importante. Le 5 et 6 Avril 2014, le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP) a eu son premier congrès qui a adopté son programme. Il donne les grandes orientations de notre plateforme politique. Notre orientation idéologique politique s'inspire de la social-démocratie. Elle est basée sur trois piliers essentiels.

Le premier principe de base de la social-démocratie se fonde sur la démocratie. Notre parti soutient et défend la démocratie comme la meilleure forme d'organisation politique qui sied à notre pays. Nous voulons une démocratie participative et élective qui choisit ses élus et leur confère la responsabilité de la gouvernance. Nous sommes concrètement pour des élections organisées qui entérinent le choix des gouvernants.

En ce qui concerne l'option économique, notre parti privilégie une économie de marché régulée pour parer aux exactions du pouvoir dominateur du capitalisme financier international. Aussi, créer un équilibre entre les forces du travail et les forces du capital va favoriser une gestion saine de l'activité économique. Nous estimons que les forces productives de la nation ont besoin d'être accompagnées et protégées contre un système international qui phagocyte les plus faibles. Le rôle de l'Etat sera de définir les règles du jeu économique pour permettre la création des richesses. Le dernier aspect de notre orientation politique participe de la définition des règles de distribution des richesses nationales : Il s'agit ici de créer des mécanismes pour assurer la juste répartition des fruits de la croissance économique.

Une mention spéciale sera réservée à la question des jeunes qui représentent plus de 70% de la population. La création d'emploi pour les jeunes nous préoccupe à plus d'un titre et nous nous attèlerons à trouver des solutions idoines à ce problème. Nous sommes déjà à pied d'œuvre pour trouver les voies et moyens à la résorption du chômage. Une maxime de chez nous dit que « c'est le bossu qui sait là où se trouve sa bosse ». Partout dans les 45 provinces du Burkina, nous avons lancé un appel aux jeunes pour qu'ils participent et contribuent avec des propositions concrètes à l'écriture de notre programme. Nous pensons également aux femmes, une couche importante de notre pays. Nous voulons mettre à profit leur potentiel pour réussir, créer la richesse, faire avancer l'économie et le social du Burkina Faso. Pour y arriver nous allons redoubler d'efforts dans les domaines de l'éducation et l'alphabétisation.

Nous comptons également booster les secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Notre parti entend restructurer l'industrie de l'or qui génère déjà d'importantes devises étrangères mais malheureusement elle était accaparée par de grandes sociétés et le peuple burkinabè ne tirait aucun profit de cette ressource. En somme, nous mettrons un accent particulier sur la gouvernance économique dans la maîtrise des appels d'offre et des concessions. A long terme, nous ambitionnons instaurer une justice sociale dans la gestion des affaires économiques pour que les villages, les communes, les provinces et toutes les régions de notre pays puissent se développer à partir des richesses exploitées.

*Pouvez-vous nous faire l'état de vos relations avec certains partenaires stratégiques du Burkina Faso, comme la Côte d'Ivoire, la France et les Etats-Unis ? Quelle est la configuration des partis politiques du pays dans la perspective des échéances électorales du mois d'Octobre 2015? Et finalement les sources de financement de votre parti le MPP ?*

**Simon Compaoré:** Notre parti est né dans conditions extrêmement difficiles. Même nos amis du Burkina ont été dissuadés de ne pas nous venir en aide par l'ancien pouvoir en place. Nous avons démarré avec nos propres moyens. Pour notre congrès qui a été une véritable réussite, il a été demandé à chaque cadre du parti de contribuer à hauteur de 200.000cfa (\$ 400) et pour les moins nantis une somme de 50.000cfa (\$ 100). Nous avons lancé un appel à tous ceux qui espèrent en l'avenir de nous faire confiance. Nous avons collaboré dans le passé avec Blaise Compaoré ; nous avons vu les dégâts et les erreurs de l'ancien régime. Nous avons démissionné pour rectifier le tir. Et nous avons juré de faire les choses autrement. Il y a déjà des citoyens qui nous ont aidés et continuent de soutenir notre campagne. Jusqu'à présent aucune aide extérieure ne nous est parvenue. Si vous êtes à mesure de nous de venir en aide, nous serons très ravis..... (Rires).

Quant à nos rapports avec les différents partenaires du Burkina, je puis affirmer sans ambages qu'ils sont aux beaux fixes. Tous ces pays ont des représentations diplomatiques dans notre pays et nous sommes en contact avec leurs ambassadeurs. Nous n'hésitons pas à partager nos points de vue. Par exemple, l'ambassadeur des USA a visité notre siège pour se faire une idée de ce que nous faisons et nos projets d'avenir. Nous avons également des rencontres régulières avec les ambassadeurs de France, de l'Union Européenne etc...

S'agissant de la configuration des partis politiques, on peut les classer en deux groupes principaux : les libéraux où l'UPC (Union pour le Progrès et le Changement) est le plus représentatif, le RDA-ADF (Rassemblement Démocratique Africain – Alliance pour la Démocratie et la Fédération) pour le moment fragilisée à cause de la bêtise qu'ils ont commise pour avoir porté un soutien à Blaise ; il y a les partis progressistes comme le MPP, les partis sankaristes, le RDC du Boussouma, le PDS/Metba du regretté Arba Diallo à l'heure actuelle dirigée par le professeur Etienne Traoré), enfin nous avons d'autres partis dirigés par des jeunes. Ensemble nous essayons de délibérer sur le processus électoral en cours et les grands problèmes de la nation.

*La politique africaine des Etats-Unis est largement influencée par sa campagne et lutte contre le terrorisme international. Dans le passé, les autorités américaines ont développé des relations étroites avec le régime Compaoré ; maintenant qu'il n'est plus aux commandes, quelle est la position de votre parti sur la question de la sécurité dans le grand Sahel ?*

**Simon Compaoré:** Nous réservons une place importante à la question de la sécurité intérieure et sous- régionale. Le bien-être social de nos populations et l'économie de notre pays en dépendent énormément. Nous comptons respecter tous les engagements internationaux où le Burkina Faso est partie prenante. Nous estimons qu'il faut améliorer les relations entre les pays de l'UEMOA, la CEDEAO et l'Union Africaine. Nous allons apporter notre contribution aux cotés des Etats-Unis et de l'Union Européenne pour lutter contre les forces du mal comme Boko Haram ou AQMI. Cela va dans le sens de l'intérêt supérieur de notre pays et même de notre survie.

Il y a de plus en plus une interdépendance dans le monde à telle enseigne que nous sommes obligés de travailler ensemble. C'est pour cette raison que ce qui se passe chez notre voisin doit nécessairement nous concerner. Notre armée participe déjà aux forces de maintien de la paix dans la sous-région ; si nous sommes aux commandes, nous allons redoubler d'efforts pour mieux organiser notre participation à la recherche de la paix.

*Toujours dans le sens de la sécurité, êtes-vous d'avis que la paix et la sécurité sont les fruits de la justice, de l'équité et de la transparence dans la gestion des affaires politiques contrairement à la vision qui prône la force des biceps ou le pouvoir du canon?*

**Simon Compaoré:** Je partage parfaitement cette vision des choses. C'est pour cette raison que nous voulons mettre un accent sur la justice, la vérité et la réconciliation. Comme on aimait le dire à l'époque :

« Certains mangent, d'autres regardent, ainsi naissent les révolutions ». Il faut tout faire pour éviter que l'injustice soit la base des troubles et l'insécurité dans nos pays comme le cas de Boko Haram et consort...

*Quels sont les pays d'Afrique dont l'exemple vous inspire par rapport à la question de la gouvernance?*

**Simon Compaoré:** En matière de gouvernance politique, le Ghana est un bon exemple pour nous; le pays a régulièrement respecté l'alternance démocratique au niveau de la dévolution du pouvoir politique. Cela est peut-être le secret de sa stabilité politique et cohésion sociale. Après

la création de notre parti, nous avons envoyé une équipe pour aller s'inspirer de l'expérience du Ghana dans la gestion des affaires politiques. Et nous sommes confiants que cela peut se réaliser également dans notre pays.

Sur le volet économique, le Rwanda est une référence dans sa version démocratie participative. La contribution de tous pour bâtir le pays y est hautement encouragée et même exigée. Il ne faut pas tout attendre de l'aide extérieure. Nous pouvons nous organiser avec nos moyens de bord. Nous avons en ce sens notre propre expérience de la révolution de 1983.

Nous avons eu à l'époque des succès et nous pouvons toujours nous inspirer de ce patrimoine. Une idée très chère à nos principes est le devoir de redevabilité. Il faut rendre compte de la gestion de nos ressources. L'insurrection populaire est en partie due à ce genre de situations. Le monde bouge et nos communautés sont devenues exigeantes par rapport aux questions de gestion transparente de nos institutions.

*La révolution populaire dans son ensemble a été un succès; quelles sont vos attentes de la Diaspora africaine, des groupes de pression comme les nôtres dans l'accompagnement du Burkina Faso vers une démocratie véritable?*

**Simon Compaoré:** Merci pour cette question importante. Nous avons regretté le manque d'appui à un moment donné de notre lutte. Cela est évidemment valable pour tous les pays qui vivent une situation similaire. La Diaspora est rentrée dans la danse un peu plus tard. Il y a lieu de cesser la complaisance avec les chefs d'Etat africains. Les organisations comme les vôtres et la diaspora sont bien placées pour rappeler nos autorités à l'ordre parce que vous courez moins de risques par rapport à ceux qui vivent dans nos pays.

Nous pensons que la diaspora et les organisations de la société civile comme ADNA doivent continuellement agir à temps. La voix extérieure doit se faire entendre pour ne pas laisser les situations pourrir avant de réagir. Cela va emmener nos gouvernements à comprendre qu'ils sont suivis à l'intérieur comme à l'extérieur. Pour la lutte à l'intérieur des nos pays, votre action peut être un tremplin et un appui considérable pour les différents acteurs engagés pour le changement dans nos pays à l'échelle du continent. N'ayez pas peur de critiquer nos dirigeants surtout quand la gestion est désastreuse. Par exemple le silence de l'extérieur a fait croire à Blaise qu'il était devenu un demi-dieu et Il se plaisait à narguer sa population comme bon lui semblait.

Merci à vous tous qui avez contribué à la victoire du notre peuple. ....